

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 68 (2010)

Heft: 4: Fractures et enjeux de la mondialisation ; Alimentation et lien social

Artikel: Complexité et spécificité de la situation stratégique en Asie : le poids du facteur Chine

Autor: Niquet, Valérie

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283591>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COMPLEXITÉ ET SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION STRATÉGIQUE EN ASIE

LE POIDS DU FACTEUR CHINE

Valérie Niquet

*Maître de recherche, Responsable du pôle Asie, Fondation pour la recherche stratégique
niquetva@wanadoo.fr*

La situation géopolitique de l'Asie apparaît comme à la fois paradoxale et complexe, ce qui en rend l'analyse difficile et particulièrement nécessaire pour les entreprises. Loin du modèle occidental « postmoderne », l'Asie ne constitue pas un espace stratégique neutre et apaisé. Depuis la fin de la guerre froide, les clefs d'analyse du monde ont changées et ne permettent plus bien souvent de prendre en compte les permanences et les spécificités de la situation stratégique en Asie.

Ainsi, en Europe et aux Etats-Unis tout particulièrement, on a pu passer d'une vision du monde fortement bipolarisée à l'époque de la guerre froide, aux théories de la fin de l'histoire, elles-mêmes remplacées, depuis les attentats du 11 septembre 2001, par celles des « nouveaux risques » au premier rang desquelles le terrorisme¹. En Asie, ces théories liées à la globalisation masquent la persistance de conflits – territoriaux ou idéologiques – beaucoup plus classiques, qui constituent autant de points de rupture qu'il serait imprudent de ne pas prendre en compte.

Cette prise en compte est toutefois d'autant plus difficile que, devant les enjeux stratégiques qui divisent, c'est l'image d'une globalisation économique triomphante qui s'impose.

LE PARADOXE ASIATIQUE

UNE ZONE STABLE DE FORTE CROISSANCE

L'Asie, plus encore depuis la crise financière de 2008, peut ainsi être caractérisée par un certain nombre d'éléments qui définissent une situation stratégique an apparence apaisée. L'Asie est aujourd'hui le véritable moteur de la croissance mondiale, avec un taux moyen régional, si l'on inclut le Japon, supérieur à 6 % en 2009. L'Asie apparaît également comme le nouveau moteur de l'innovation et de la modernité. En apparence au moins, et par comparaison avec le Moyen-Orient ou même l'Europe des Balkans il y a peu, l'Asie apparaît également comme une zone de conflits limités ou sous contrôle, si l'on met bien entendu de côté la question afghane. L'Asie est donc un acteur majeur de la globalisation avec la

¹ Risques environnementaux, sanitaires, liés au terrorisme et aux trafics, etc.

constitution d'un «pôle asiatique» autour des grands émergents indiens et chinois, au point que l'on a un moment pu parler de «Chindia», concept aussi éphémère que le fameux «G2» censé décrire la nouvelle alliance sino-américaine.

CENTRÉE AUTOUR DE L'ACTEUR CHINOIS

Au sein de cette zone dynamique et stable, la Chine apparaît comme le nœud central d'une régionalisation réussie et «harmonieuse», triomphe de la stratégie «d'émergence pacifique» de la RPC (République populaire de Chine). Triomphe d'autant plus grand pour les dirigeants chinois que cette réémergence de la Chine semble signer le retour au système «tributaire» d'allégeance à l'Empereur de Chine placé au cœur du «centre du monde» (*Zhongguo*), en vigueur dans une partie de l'Asie à l'époque impériale.

C'est en effet la Chine, atelier de la région, qui grâce à la stratégie anticrise et au plan de relance de ses dirigeants, a pu tirer en 2009 la croissance de l'ensemble de la zone, avant de tirer par ricochet la croissance mondiale. Supérieure à 9 % en 2009, la croissance chinoise a été de 10,6 % au premier semestre 2010.

Dans le même temps, la Chine a signé ou mis en œuvre avec ses voisins des traités de libre-échanges destinés –au-delà des intérêts commerciaux – à démontrer le caractère «bénin» de cette nouvelle puissance chinoise. Ainsi, le traité de libre échange signé avec l'ensemble des pays d'Asie du Sud-est réunis au sein de l'ASEAN, est pleinement entré en vigueur en 2010. Un traité de libre-échange destiné à «séduire» le public et les hommes d'affaires taiwanais a également été signé avec Taipei au mois de juin 2010 et des négociations sont en cours sur un projet de zone de libre-échange en Asie du Nord-est.

Autre signe de cet apaisement régional, et du rôle central joué par la Chine, de multiples formats multilatéraux, auxquels Pékin participe, se mettent en place tels que l'ASEAN + trois (Pays d'Asie du Sud-est + Chine-Japon-Corée), le Sommet de l'Asie de l'Est (East Asia Forum) ou le SCO (Organisation de coopération de Shanghai). Dans le même temps, la Chine participe activement au G 20, à la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden depuis 2009 et plus globalement à des opérations de maintien de la paix organisées dans le cadre de l'ONU, de plus en plus nombreuses.

UNE RÉALITÉ COMPLEXE

Cette apparence de stabilité et de dynamisme économique masque toutefois une autre réalité qui sous-tend et coexiste avec la première et témoigne d'une situation géopolitique régionale beaucoup plus complexe.

La zone est tout d'abord marquée par une extrême diversité des niveaux de développement du Cambodge ou du Laos, qui font encore partie des pays les plus pauvres de la planète, au Japon et à la Chine deuxième et troisièmes puissances économiques mondiales.

Mais c'est également une zone dans laquelle persistent de nombreux conflits anciens, hérités de la seconde guerre mondiale, comme entre le Japon et la Chine, de l'histoire postcoloniale en Asie du Sud-est tout particulièrement et de la guerre froide elle-même, comme la division entre les deux Corées, sans oublier des tensions héritées d'une histoire plus ancienne encore comme entre le Vietnam et la Chine. A ceci s'ajoute l'émergence de risques qualifiés de «nouveaux» tels que les trafics divers, la piraterie, les risques d'attentats, la prise en compte des risques environnementaux etc.

Les rivalités de puissances s'y expriment, favoriser par la montée du nationalisme et les clivages idéologiques entre la Chine et ses voisins, les Etats-Unis qui continuent d'y jouer un rôle d'équilibre stratégique mais aussi, plus en marge, l'Inde et la Russie.

Dans la péninsule coréenne, les blocages de la transition politique et du dialogue n'ont pas permis de résoudre la crise nucléaire ouverte par la Corée du Nord. En Asie du Sud, les relations indo-pakistanaïses sont loin d'être apaisées et la question du terrorisme islamiste vient aggraver les conflits traditionnels issus de la partition.

Mais à nouveau, c'est autour du pivot chinois que s'ordonnent les sources de tension potentielle les plus nombreuses en raison de nombreux conflits territoriaux non-résolus sur terre et sur mer entre la Chine et la quasi totalité de ses voisins, et de la question de Taiwan considérée par Pékin comme au cœur de ses «intérêts vitaux».

LA CHINE: PIVOT DE LA CROISSANCE ET DES TENSIONS RÉGIONALES

La République populaire de Chine se trouve donc au cœur de ce paradoxe et le résume sur son propre territoire: La Chine en effet, en dépit des évolutions considérables que le pays a connues depuis la fin des années 1970 et le début de la politique de réformes économiques lancée par Deng Xiaoping, demeure une «République populaire» qui pourrait être qualifiée de «national-léninisme». Dans le même temps, son régime économique peut apparaître comme très libéral, même si l'entrée dans la globalisation s'accompagne d'une absence de véritable système légal et l'ouverture économique et d'une totale opacité des stratégies industrielles nationales.

La Chine, au-delà des chiffres impressionnants de sa croissance, souffre donc d'un certain nombre de contradictions qui ont été notées par les responsables du régime eux-mêmes. Triomphant sur la scène internationale, le régime chinois se sent en réalité vulnérable et isolé en raison de sa spécificité même, ce qui induit des comportements de repli nationalistes potentiellement déstabilisateurs. Ainsi, alors que tout le monde attendait l'émergence d'une Chine «responsable», la crise économique qui a frappé le reste du monde semble au contraire avoir encouragé Pékin à avancer ses pions face à ses voisins en Asie et face aux Etats-Unis. Tout au long de l'année 2010, les incidents sur mer, en mer de Chine du Sud et en mer de Chine orientale face au Japon se sont multipliés, faisant régner un climat de tensions qui a surpris l'ensemble des acteurs régionaux.

Par ailleurs, si l'économie chinoise est dynamique, elle demeure dépendante du monde extérieure en dépit de la volonté constamment proclamée de rééquilibrage, et les exportations représentent plus 40 % du PIB. La Chine souffre en effet d'une «tyrannie de la croissance», seule véritable source de légitimité du parti, qui laisse peu de temps au régime pour mettre en œuvre des mesures autorisant l'émergence d'un marché intérieur significatif et un développement plus «harmonieux».

Dans le même temps, les déséquilibres internes provoqués par cette croissance trop rapide tendent à s'approfondir. Entre provinces riches et pauvres, zones urbaines et zones rurales, régions côtières ou de l'intérieur, les déséquilibres économiques, loin de se combler, s'accroissent, de même que les déséquilibres sociaux sources de tensions. L'indice Gini, qui mesure ces inégalités sociales, est en Chine l'un des plus élevés du monde et atteignait 48 en 2009. Les transferts sociaux se font mal, ce qui est de peu de conséquence en période de forte croissance, mais peut-être très déstabilisant lorsque le ralentissement limite la redistribution,

et les acquis de la période précédente, tels qu'une taux d'alphabétisation supérieur à 80 %, sont aujourd'hui remise en cause.

Signe de ces tensions et des attentes nouvelles de la population, auxquelles le régime ne peut que difficilement répondre sans remettre en cause ses fondements mêmes et aborder la question des réformes politiques, au printemps 2010 de grandes grèves se sont produites dans les principaux bassins de production du Guangdong et du Nord-est chinois, pesant sur l'attractivité de l'atelier Chine.

LES EFFETS INDUITS DE LA CROISSANCE CHINOISE

Mais au-delà de ces tensions internes, la croissance de la Chine, et sa réémergence produisent un certain nombre d'effets difficiles à maîtriser et qui pèsent sur l'image de la Chine sur la scène internationale.

En raison de l'abondance de la main-d'œuvre et des capitaux, sous la forme notamment d'investissements massifs en provenance des communautés chinoises de Hong Kong et de Taïwan, la croissance chinoise est extrêmement extensive et coûteuse en capitaux comme en ressources naturelles. Elle pose la question de l'accès aux matières premières et à l'énergie, et son coût environnemental est d'autant plus considérable que l'insuffisance des normes est accentuée par l'absence d'un véritable système légal.

Ces coûts mal maîtrisés ont des conséquences en terme de déstabilisation sur la scène internationale, où l'offensive de la Chine en Afrique ou en Amérique latine a permis de soutenir la croissance de certains pays, mais contribue aussi à freiner l'émergence d'une gouvernance nouvelle sans doute plus efficace à plus long terme.

On peut constater également les limites de l'engagement responsable de la Chine dans la «globalisation», dont Pékin a été et continue d'être l'un des premiers bénéficiaires, et l'acceptation de nouvelles règles communes: L'intransigeance sur la question du yuan, qui reflète la très grande dépendance du régime à l'égard des exportations, et la gestion de la conférence de Copenhague sur le climat à la fin de l'année 2009 en sont deux exemples.

La question non résolue de la transition politique, qui freine la mise en œuvre de réformes indispensables, et la tentation du nationalisme, y compris dans sa dimension économique, pèsent ainsi sur l'efficacité long terme d'un modèle chinois soumis aux attentes croissantes de la communauté internationale. Ces contradictions sont également au cœur des sources d'instabilité stratégique qui doivent être prises en compte sur le théâtre asiatique.

Points clé

- > Prendre en compte la spécificité de la situation stratégique et géopolitique en Asie et être conscient des fragilités sous-jacentes.
- > Ne pas se cantonner à une vision exclusivement sino-centrée et tirer parti des opportunités offertes par la diversité de la zone.
- > Ne pas confondre facilités initiales et succès à long terme.
- > Ne pas oublier la spécificité du régime politique de la RPC sous les apparences du libéralisme économique: la Chine reste un régime léniniste où la logique d'intérêts du parti et de sa survie l'emporte sur les intérêts nationaux.
- > Avoir conscience du fait que la situation stratégique et politique en Asie n'a pas atteint son point de stabilité: dans plusieurs pays de la région, à commencer par la Chine, il faut s'attendre à un processus plus ou moins chaotique de transition politique à court ou moyen terme.
- > Derrière «l'effet-masse», garder à l'esprit la hiérarchie réelle des puissances dans la zone en termes de développement.

